



COP 21 : aidez les entreprises à changer le climat

JEAN-LOUIS BERTRAND

READ REVIEWS

WRITE A REVIEW

CORRESPONDENCE:

jean-
louis.bertrand@meteoprotect.com

DATE RECEIVED:

June 10, 2015

DOI:

10.15200/winn.142954.43676

ARCHIVED:

April 20, 2015

CITATION:

Jean-Louis Bertrand, COP 21 :
aidez les entreprises à changer
le climat, *The Winnower*
2:e142954.43676 , 2015 , DOI:
10.15200/winn.142954.43676

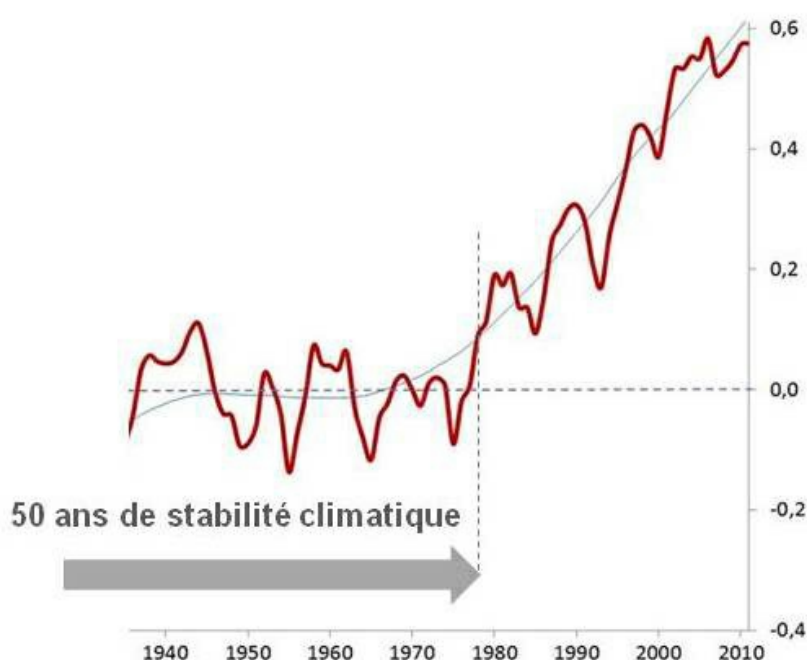
© Bertrand This article is
distributed under the terms of
the [Creative Commons
Attribution 4.0 International
License](#), which permits
unrestricted use, distribution,
and redistribution in any
medium, provided that the
original author and source are
credited.



A un peu plus de 200 jours de la 21^{ème} conférence des Nations Unies sur le climat, les représentants politiques tenteront de trouver des solutions pour maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C à horizon 2050. L'objectif est lointain et abstrait. En l'absence de gouvernement mondial, le risque est grand de n'aboutir qu'à une liste de bonnes intentions. Les entreprises, elles, sont globales.

Et si on abordait la COP21 autrement ?

En mars 2015, la température moyenne à la surface de la terre et des océans a été plus élevée que la normale, faisant de ce mois le plus chaud depuis que les mesures existent (1880). En fait, les trois premiers mois de l'année au niveau mondial sont aussi les plus chauds de l'histoire météorologique ¹. Dans l'indifférence quasi-générale. Depuis le premier Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992, les conférences se succèdent avec son lot de lobbyistes et de politiques pour tenter d'engager les acteurs économiques dans des pratiques visant à maintenir le climat à un niveau de stabilité tolérable.



Anomalies de températures (source OMM)

Les scientifiques du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) sont à l'œuvre depuis 1990 pour fournir des arguments indépendants et solides et aider les politiques dans leurs discussions. L'année passée, leur cinquième rapport après ceux de 1990, 1995, 2001 et 2007 confirme que le changement climatique est sans équivoque et que de nombreux changements observés sont sans précédent. Le réchauffement climatique pourrait désormais atteindre $+4,8^{\circ}\text{C}$ à horizon 2100. Dès 1990, le GIEC estimait probable que le changement climatique soit lié aux activités humaines. Le degré de certitude est passé de 50% en 1990 à 95% en 2014 (66% en 2001 et 90% en 2007).

Le protocole de Kyoto, qui vise à capter les émissions au niveau de celles de 1990, n'est entré en vigueur qu'en 2005, au terme de tergiversations et de compromis interminables, avec le fait notoire que l'une des deux plus grosses économies du monde n'y participe pas. Conséquences ? Depuis 2010, les émissions de gaz à effet de serre augmentent encore plus vite que dans les décennies précédentes ².

Les bonnes intentions ayant pour but de préserver la planète pour les générations futures ne semblent pas être un moteur suffisant. Alors on a commencé à parler argent. Le rapport Stern publié en 2006 ³ indique que si personne ne fait rien, le climat pourrait coûter 5% de croissance chaque année à horizon 2050, mais qu'en investissant 1% de cette même croissance chaque année pour sortir du carbone, on pourrait encore garantir la stabilité du climat. Conséquences ? Là encore, rien ne bouge. L'année passée, c'est au tour de Michael Bloomberg, Henry Paulson et Tom Steyer de s'intéresser aux conséquences économiques du changement climatique aux États-Unis ⁴ en évaluant le coût financier des événements catastrophiques, notamment pour le monde de l'assurance et de la réassurance à horizon 2100. Le rapport pourtant bien documenté n'a pas particulièrement ému ou mobilisé. Ces trois rapports (GIEC, Stern, Risky Business) se heurtent à plusieurs obstacles :

- Il n'y a pas de gouvernement mondial et il y a toujours des pays qui ont un intérêt à ne pas participer, rendant ainsi toute initiative globale inopérante.
- L'échelle de temps de ces études est beaucoup trop longue. La vision des politiques s'arrête à la prochaine élection, celles des acteurs économiques au prochain trimestre ou aux prochains dividendes.

Sans vouloir offenser qui que ce soit, on peut affirmer que plus que les idées et les politiques, ce sont

l'économie et l'argent qui gouvernent le monde. Le risque que le climat fasse perdre de l'argent à horizon 2050 ou 2100 est réel... mais beaucoup trop lointain pour infléchir les stratégies d'entreprises. Or, quel autre acteur qu'une entreprise est véritablement mondial ? C'est bien aux entreprises qu'il faut parler, mais il faut parler un langage qu'elles puissent intégrer et rentabiliser immédiatement. Il y a un point que souligne l'Organisation Météorologique Mondiale : avec le changement climatique, la variabilité du climat augmente et continue d'augmenter. La variabilité climatique, c'est l'écart entre la météo observée et les normales de saison. Les prévisions du GIEC nous parlent de l'évolution des normales de saison au cours des prochaines décennies mais s'attardent assez peu sur les conséquences de l'amplitude des conditions climatiques entre aujourd'hui et 2100.

Et si le GIEC axait davantage ses travaux sur la variabilité climatique ? Et si on changeait la façon de parler du climat ?

Jusqu'à présent, quand on chiffre l'impact du changement climatique sur l'économie, on regarde exclusivement le nombre de catastrophes naturelles du type tempête, ouragan, cyclone et leur coût pour les assureurs ⁵. Le coût annuel, c'est le nombre d'événements rares multiplié par le coût moyen élevé de ces événements. Pourtant la variabilité climatique pèse aussi sur l'économie. Les variations quotidiennes de température, de pluie, de vent ou d'ensoleillement affectent directement 30% de l'économie mondiale et près de 70% des entreprises ⁶. Rien qu'aux États-Unis, la variabilité climatique autour de 3,5% se traduit par un coût de 534 milliards de dollars. C'est-à-dire que la variabilité climatique coûte déjà plus cher chaque année à l'économie et aux entreprises que les catastrophes naturelles.

Et ce n'est que le début. En France par exemple, la variabilité des températures a pratiquement doublé en deux décennies. Quand il y a vingt ans, un hiver trop doux coûtait quelques pour cent de chiffres d'affaires à des distributeurs d'énergie, des revendeurs textiles, des fabricants de pièces détachées automobiles, ou des producteurs agro-alimentaires, aujourd'hui la variabilité climatique a le plus souvent un impact à deux chiffres sur le chiffre d'affaires ou le résultat de nombreuses entreprises. Partout dans le monde. Cet impact, il fait mal à l'économie et aux entreprises chaque trimestre. Pas en 2100, mais aujourd'hui, en 2015.

C'est en aidant les entreprises à comprendre comment la variabilité climatique impacte leur activité aujourd'hui qu'on peut les aider à faire entrer le climat dans leur pilotage opérationnel et stratégique. En ayant une vision claire sur la part de rentabilité que le climat affecte chaque année, les entreprises mettent progressivement en place des outils de couverture et modifient leur stratégie.

Si les acteurs de la COP 21 veulent produire mieux qu'une liste de bonnes intentions, il faut mettre en place les conditions qui permettent aux entreprises de piloter l'impact court-terme du climat sur leur activité. Quand elles auront toutes conscience de l'ampleur des pertes que la simple variabilité climatique fait peser sur leur rentabilité, nul doute qu'elles préféreront utiliser leurs capitaux pour rémunérer leurs actionnaires plutôt que de les consacrer à éponger chaque année les pertes causées par une météo défavorable.

En mobilisant les entreprises pour éviter que la variabilité climatique n'augmente, c'est la cause pour le contrôle du changement climatique qu'on fait progresser. Acteurs de la COP 21, à vous de jouer !